

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE LE GOUESSANT (les Noës)

Les Noes - SAINT-AARON
22400 Lamballe-Armor

Références : 2026.011
Code AIOT : 0005500108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement COOPERATIVE LE GOUESSANT (les Noës) implanté Bourguène Les Noës - St Aaron 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objectif de vérifier que l'exploitant a mis en œuvre des mesures correctives suite au contrôle inopiné du 3 juin 2024 et à l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription notifié le 20 août 2024 (demande d'installation de capteurs de déport de bandes sur transporteur de céréales). Le contrôle a par ailleurs porté sur les autres thématiques suivantes :

- État des matières stockées;
- Rétention des aires et locaux de travail;
- Étiquetage des produits dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE LE GOUessant (les Noës)
- Bourguène Les Noës - St Aaron 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La coopérative LE GOUessant exploite au lieu-dit Les Noës-Saint-Aaron, sur la commune de Lamballe-Armor, une usine de fabrication d'aliments pour animaux. Le site comprend 3 activités pilotées de manière distincte (avec des utilités communes) :

- fabrication d'aliments aquacoles;
- fabrication d'aliments pour porcelets et d'aliments minéraux;
- réception et stockage de céréales (destinées à être vendues ou utilisées).

Les activités du site relèvent de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, au titre de la rubrique 3642 (traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article Annexe I, point 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de sécurité	AP de Mise en Demeure du 20/08/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article Annexe I, point 2.9	Sans objet
6	Connaissance des produits -	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article Annexe I, point 3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Etiquetage		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les mesures prises par l'exploitant pour se mettre en conformité suite à l'inspection du 3 juin 2024, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription. L'exploitant a démontré qu'il tient à jour un état des matières stockées. La visite a mis en évidence que les produits et substances liquides sont correctement stockés sur rétention avec des dispositifs de détection de fuite et jauge de niveau. Il a été constaté que des équipements et matériaux pour intervenir en cas de déversements accidentels sont à disposition du personnel et que l'exploitant organise périodiquement des exercices d'entraînement. A l'issue de la visite, l'inspection demande cependant de fournir des éléments justificatifs concernant le dimensionnement d'un dispositif de rétention associé à une cuve.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/08/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert des grains.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La coopérative LE GOUessant exploitant des installations de séchage, de stockage de céréales et de fabrication d'aliments pour le bétail, au lieu-dit les Noés sur la commune de Lamballe Armor, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en équipant le transporteur à bande T5 de capteurs de déport de bandes ; - en s'assurant que les autres équipements de manutention concernés sont en conformité avec cette prescription.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a équipé le transporteur T5 de capteurs de déport de bandes conformément à l'arrêté de mise en demeure (la présence des capteurs a été constatée lors de la visite terrain). Il a par ailleurs été justifié que la bande du tapis est ignifugée et résistante à l'huile (justification par le fournisseur). L'exploitant informe avoir également procédé à une étude complète de l'ensemble des transporteurs et passé les commandes pour l'installation (début 2026) d'équipements de sécurité complémentaires prescrits par l'arrêté ministériel. Il a été relevé que le suivi des entretiens périodiques des équipements de sécurité des installations de transfert de grains a été intégré dans le logiciel de GMAO utilisé par le service maintenance (vu traçabilité de l'entretien annuel réalisé le 20/05/2025 pour le T5).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ayant répondu de manière satisfaisante aux demandes de l'inspection des installations classées, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de stockage en vrac des céréales
Prescription contrôlée : <p>Les galeries sur-cellules, les espaces sur-cellules, les tours de manutention et les cellules sont équipées en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation naturelle des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Lorsque ces dispositifs sont constitués d'ouvertures permanentes, ils sont répartis de façon continue soit sur le périmètre de la partie du silo à désenfumer, soit sur ses deux plus grandes longueurs opposées.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Cette prescription a été contrôlée sur le silo à plat 1 (SAP 1). L'exploitant a procédé au remplacement de la toiture du silo conformément au dossier de porter-à-connaissance du 3 février 2025. Il a été constaté que le silo à plat est désormais équipé, en partie haute, d'ouvertures permanentes (faiçenne ventilée) permettant un désenfumage en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>

<p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise des logiciels ERP et GPAO permettant un accès en temps réel à une base de données recensant les produits et matières stockés. Il a été présenté à l'inspection un état des matières stockées pour chacune des trois entités du site : l'usine d'aliments aquacoles, l'usine d'aliments pour porcelets et les installations de stockage de céréales.</p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les quantités stockées pour certaines matières : à titre d'exemple, vu le stock de Premix Truie HP (rubrique 4511). L'exploitant a pu fournir la fiche de données de sécurité de ce produit (vue la FDS datée du 15/02/2021). L'exploitant est en capacité de procéder à l'extraction des données et d'éditer cet état des stocks. Il est précisé que des recalages périodiques sont réalisés avec un inventaire physique. L'état des matières stockées ne mentionne pas les risques par grande famille (ex. inflammable, toxique pour l'environnement, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant est en conformité avec l'obligation d'établir et de tenir à jour un état des matières stockées. Toutefois, l'ajout, au sein de cet état, des grandes familles de risques associées aux produits (par exemple : inflammable, toxique pour l'environnement, etc.) constituerait une bonne pratique. Ces informations permettraient d'améliorer la lisibilité du document et d'en faciliter l'exploitation en cas de situation accidentelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article Annexe I, point 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de chargement-déchargement et de stockages des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Des moyens de lutte contre les écoulements doivent être prévus lors de la manipulation de ces produits. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité traitées conformément au titre 7 de cet arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de dépotage sont réalisées sur des sol étanches et incombustibles. La visite a mis en évidence que l'exploitant met à disposition, à proximité des zones de dépotage, des kits d'urgence comprenant les équipements de protection individuelle et matériaux absorbants</p>

nécessaires en cas de déversement accidentel. Des plaques d'obturation sont également disponibles pour protéger les regards et bouches d'égout en cas de fuite. L'exploitant a élaboré une consigne "*Comment réagir face à un déversement accidentel*" (datée du 05/12/2023) décrivant la conduite à tenir et précisant les instructions pour la gestion des déchets. L'exploitant déclare organiser une fois par an un exercice de gestion d'un déversement accidentel, ce qui constitue une bonne pratique soulignée par l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article Annexe I, point 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêtés ou sont éliminés comme les déchets.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Constats :

La visite a mis en évidence que les stockages de liquides en cuves sont associés à des cuvettes de rétention maçonnées et étanches. Les stockages en IBC sont également positionnés sur des dispositifs de rétentions (à l'exception d'un IBC contenant du glycol utilisé dans le cadre d'une opération de maintenance). Les rétentions sont équipées de dispositifs de détection de fuite et les cuves de jauge de niveau. Lors de l'inspection, une fuite a été simulée et l'inspection a constaté l'alerte et le report du défaut sur la supervision.

Le stockage d'huile de colza (30 m3) est réalisé dans une cuve extérieure placée dans une rétention étanche et maçonnée. L'inspection s'interroge sur le dimensionnement de cette

réten-tion au regard du volume stocké. Il est par ailleurs constaté la présence d'eau de pluie au fond de certaines réten-tions extérieures, ce qui peut réduire la capacité utile de réten-tion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- fournir les éléments de justification démontrant que le volume de la réten-tion associée à la cuve de stockage d'huile de colza est conforme aux exigences réglementaires applicables et d'indiquer, le cas échéant, les mesures correctives prévues;
- de veiller à disposer sur réten-tion tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol
- de veiller à ce que les réten-tions soient maintenues vides pour garantir leur entière capacité (retrait régulier des eaux de pluie)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article Annexe I, point 3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Lors de la visite terrain, il a été constaté que les étiquetages comportant le nom et la nature des produits étaient correctement apposés sur les emballages, cuves et réservoirs. Par sondage, la signalétique sur la cuve CL07 (acide liquide) avec pictogramme et consignes de sécurité a été vue. L'exploitant indique qu'un travail est en cours pour harmoniser la signalétique et l'étiquetage des réservoirs de produits liquides sur l'ensemble de l'usine. L'inspection a constaté que les fiches de données de sécurité sont disponibles.

Type de suites proposées : Sans suite